

CARNETS

25

AUTOMNE 2011

fneeq 
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

Quelle réussite ?

Bienvenue au comité exécutif

Le congrès de l'IE

Dîner-causerie sur la santé et la sécurité au travail

DOSSIER FEMMES

Le mal-financement des universités

Syndicalisation des chargées et
chargés de cours de l'Université McGill

Cégep : Du pain sur la planche !

Établissements privés :
Une fin d'année mouvementée

Éducation sans frontières



Vers le 30^e Congrès de la FNEEQ

Pour en finir avec le cynisme politique



PHOTO: MATHIE

Dans le cadre de la préparation du 30^e Congrès de la FNEEQ, qui aura lieu à la fin du mois de mai 2012 à Granby, les membres du comité de coordination ont entrepris une tournée des syndicats. Au moment d'écrire ces lignes, nous l'entamons à peine.

Cependant, il est clair que les échanges que nous aurons avec les membres des syndicats se feront, avec en toile de fond, un certain découragement ambiant, et bien compréhensible, à l'égard de la chose politique.

Comment réagir autrement? Après s'être fait bassiner, pendant des mois, sur l'état des finances publiques après la crise, après que cet argument ait été à la base de la minceur des augmentations salariales dans le secteur public, voilà qu'on chiffre en milliards de dollars les sommes qui échappent annuellement au trésor québécois, à cause d'une collusion maintes fois dénoncée, entre autres par la CSN, dans le domaine des travaux publics.

Le paysage politique au Québec est désolant. Le gouvernement libéral de Jean Charest, dont l'impopularité ne se dément pas, continue son travail de sape du rôle de l'État en faisant le dos de canard aux critiques et en espérant que le temps passe. L'ADQ survit à peine. Le PQ est enfoncé dans une crise interne qui n'en finit pas, reste empêtré dans les débats stratégiques sur la question nationale et a manifestement tourné le dos, depuis longtemps, à ses racines sociales-démocrates. La Coalition avenir Québec, qui est nouvellement un parti politique, profite de sa situation pour lancer des ballons politiques dont le manque de cohérence, notamment dans le domaine de l'éducation, donne parfois froid dans le dos. Québec Solidaire, quant à lui, s'affaire à une élaboration très démocratique de son programme, mais peine toujours à s'affirmer comme une véritable force politique, chose qu'on peut lui souhaiter, ne serait-ce qu'au bénéfice de la qualité des futurs débats politiques au Québec!

Reste que l'actualité des derniers mois a été plutôt déplorable, renvoyant l'image de gouvernements qui abdiquent peu à peu leur rôle de régulateurs sociaux et semblent incapables de mettre en avant des projets politiques crédibles et rassembleurs.

Dans un contexte comme celui-là, on pourrait craindre que la montée d'un certain cynisme s'étende aussi au monde syndical. Toutefois, si on se fie aux premières rencontres de la tournée pré-congrès tenues jusqu'à maintenant, ce n'est pas le cas!

Certes, on se questionne. On s'interroge sur l'action syndicale, sur les approches à préconiser pour mieux influencer le cours des choses. On évoque le déficit démocratique des sociétés modernes, l'hégémonie des médias de droite et les difficultés conséquentes de sensibiliser la société à d'autres choix.

Le ton est à la réflexion, mais de manière fort encourageante, il n'est pas à l'amertume et l'engagement de nos syndicats est au rendez-vous.

Pour le congrès qui s'en vient, c'est d'excellent augure. Si l'indignation couve, il nous appartient de la canaliser dans un renouvellement actif de notre syndicalisme et dans la volonté d'assumer pleinement ce que nous sommes: une force incontournable de progressisme social.

Jean Trudelle, président de la FNEEQ

- 3 École et société:
La réussite... Quelle réussite?
- 5 Précarité, relève et vie syndicale:
Bienvenue au comité exécutif
- 7 Le congrès de
l'Internationale de l'Éducation
- 9 Santé, sécurité et environnement:
Dîner causerie
- DOSSIER FEMMES**
- 10 Vive le féminisme!
- 12 Dynamiser les comités
de condition féminine
- 13 Militer au comité femmes
- 14 Pour changer les choses
- 15 La conciliation famille-travail-
implication syndicale:
C'est possible!
- 16 La condition féminine pour les
prochaines années: Pour que
l'égalité femme-homme ne
soit pas qu'un slogan vide...
- 17 Les femmes et le congrès de
l'Internationale de l'Éducation
- 19 Le mal-financement des universités
- 20 Syndicalisation des chargées et
chargés de cours de l'Université
McGill: Enfin la victoire!
- 21 AGSEM-AEEDM 2011
activement à CGEU 2011
- 22 Regroupement cégep:
Du pain sur la planche!
- 24 Regroupement privé:
Une fin d'année mouvementée
- 26 Éducation sans frontières:
La solidarité en action
- 27 Fneeqeries

CARNETS est une publication de la Fédération des enseignantes et des enseignants du Québec. La FNEEQ-CSN représente près de 30 000 membres dans les cégeps, les établissements privés et les universités. Au Québec, elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.

FNEEQ-CSN

1601, avenue De Lorimier, Montréal (QC) H2K 4M5
Téléphone : 514 598-2241 - Téléc. : 514 598-2190
fneeq.reception@csn.qc.ca - www.fneeq.qc.ca

Rédactrice en chef: Micheline Thibodeau

Coordination et rédaction: France Désaulniers

Révision: Ariane Bilodeau - **Collaborations:**

Marie Blais, Alexandre Coudé, Maureen Hillman, Richard Hink, Yves de Repentigny, Nicole Marsolais, Carole Morache, Caroline Senneville, Raymonde Simard, Claire Tremblay, Flavie Trudel, Jean Trudelle

Photo de la couverture: Normand Blouin

Graphisme: Brunel Design

Impression: Quadriscan

Tirage: 8 800 exemplaires

Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives du Canada.

ISBN-13 978-2-923606-18-7

Cette publication est imprimée sur du papier fait de fibres recyclées. **Notre forêt nous tient à cœur.**

La réussite... quelle réussite ?

Les rencontres directes avec des militantes et des militants sont irremplaçables. Mieux que tout autre moyen, elles permettent de bien comprendre ce qui se passe sur le terrain et de bien cerner les enjeux qui se dessinent. Le comité école et société, dans le cadre de la préparation d'un dossier sur la réussite, a organisé six rencontres-terrain, dont quatre en régions, pour recueillir les opinions et les commentaires de membres de nos syndicats sur cette problématique.

Jean Trudelle

Président de la FNEEQ
Responsable du comité école et société

Dans le document qui servait de déclencheur à ces rencontres, nous écrivions qu'à titre de fédération regroupant des enseignantes et des enseignants, nous souscrivions à la volonté d'améliorer les taux de réussite. Et nous posions la question : quelles avenues privilégier pour ce faire ?

Dans l'un des groupes de discussion, la première réponse qui a fusé a donné le ton aux échanges... et posé crûment une question délicate. Comme un petit électrochoc. « Comment faire mieux réussir les jeunes ? a commenté un enseignant du cégep Édouard-Montpetit. Mais ils réussissent déjà beaucoup trop ! »

Il faisait référence à une baisse des standards, à cette perception répandue qu'il est devenu trop facile de progres-

ser dans le système scolaire sans jamais rencontrer l'échec. C'était, bien sûr, un cri du cœur. Un cri du cœur que nous avons réentendu à plusieurs reprises au cours des sessions subséquentes, similaire à celui qu'allait publier quelques semaines plus tard un groupe d'enseignantes et d'enseignants du cégep de Saint-Hyacinthe, sous la forme d'un manifeste dont le ton a peut-être obnubilé une partie du message, mais qui exprimait, lui aussi, un malaise bien réel.

La réussite à quel prix ?

L'école en général, et tout l'enseignement supérieur avec elle, sont l'objet de pressions accrues vers la réussite. Les causes de ces attentes nouvelles sont multiples : les besoins urgents de main-d'œuvre qualifiée, la montée d'une certaine attitude clientéliste face à l'éducation permettant d'exiger des résultats. Mais peut-être aussi cette conscience qui s'avive, dans la société, que dans le fameux monde du savoir qui se dessine, une formation avancée est devenue quasiment incontournable. Et que le marché du travail veuille au plus tôt des techniciennes et des techniciens qualifiés ou que la société se préoccupe du gaspillage social que représentent l'échec et l'abandon scolaire, le résultat est le même : il faut que notre système scolaire... « produise » davantage.

Dès lors on scrute les écoles, les cégeps, les universités. Le travail des professeurs. Pourquoi le système d'éducation ne peut-il pas faire mieux ?



PHOTO : ALAIN ÉMARDON



Les diagnostics pleuvent et les actions suggérées vont dans tous les sens et sont parfois contradictoires. La réforme au primaire et au secondaire, dont de larges pans ont été discrètement abandonnés par le gouvernement, n'a donné aucun résultat auprès des élèves plus faibles qu'elle était censée aider. Dans la volonté officielle d'accroître l'accessibilité aux études collégiales, le ministère a abaissé les critères d'admission au cégep. Sans suivis, on peut penser que les étudiants admis sur cette base échouent en grande majorité.

Pendant ce temps, la pression vers la réussite est relayée au sein des établissements d'enseignement, parfois à travers des projets stimulants, parfois de manière bien maladroite ou carrément choquante : on affiche les taux de réussite des cours dits « écueils », on convoque une ou un enseignant à qui on reprochera de ne pas faire réussir un nombre assez élevé d'étudiantes et d'étudiants.

Plus on avance dans le système d'éducation, plus les enseignantes et les enseignants se sentent seuls pour arbitrer le dilemme impossible qui résulte de tout cela. Témoignage cette intervention, au cours des échanges : « Appliquer avec un minimum de rigueur les critères officiels de réussite, pour mon cours, ça me conduirait à couler pas mal plus d'étudiantes et

d'étudiants, confiait un enseignant de cégep. Mais que faire ? Leur faire payer, à eux, le laxisme d'un système qui les a laissés arriver jusqu'ici sans une préparation adéquate ? Affronter au passage la direction qui me demanderait ce qu'est mon problème ? Mais à l'inverse, si j'adopte des standards moins élevés pour m'adapter à la situation, j'ai l'impression quelque part de trahir mon métier ».

Un problème complexe

On aurait tort de réduire ce problème à la sempiternelle plainte de profs qui trouvent, depuis toujours, que leurs étudiants ne travaillent pas assez. À l'égard de la réussite, il y a une nouvelle donne à laquelle il faudrait réfléchir.

Il y a, dans tous les systèmes d'éducation, une tension naturelle entre l'accessibilité, la qualité de la formation et les taux de réussite. Tenter d'améliorer l'un ou l'autre de ces aspects d'un système conduit nécessairement à une pression accrue sur les autres.

Cependant, cette dynamique s'exerce dorénavant dans un contexte assez nouveau, en terme historique. Il y a cinquante ans à peine, évoquer la possibilité d'amener tous les jeunes au terme d'une longue formation qualifiante aurait été impensable. On se demande maintenant

si on a le choix et, en l'absence d'une volonté politique de reconnaître les défis modernes en éducation et d'y apporter des réponses cohérentes, des dérives importantes sont à craindre.

À titre d'exemple, il n'y a qu'à regarder la nature de mesures qui ont été avancées, aux États-Unis, pour tenter d'améliorer les choses. On a standardisé à outrance les apprentissages, dans une volonté de « rationaliser » la chose scolaire et de mieux en mesurer les résultats. On a instauré une pléthore de mesures d'évaluation, pour les établissements, pour les enseignantes et les enseignants, pour les directions d'écoles, instaurant parfois un véritable climat de chasse aux sorcières.

Inutile de dire que toutes ces mesures, comme la réforme imposée au Québec, sont venues d'en haut et que les artisans de l'éducation n'ont jamais été consultés sur les avenues à privilégier. Inutile de dire qu'avec les coupes drastiques faites aux budgets de l'éducation, les choses ont simplement empiré.

La réussite... quelle réussite ?

À la suite des sessions régionales organisées ce printemps dernier, le comité école et société a déposé au Conseil fédéral un dossier sur la réussite. Ce dossier brosse un état des lieux, soulève des questions sur la nature de la réussite éducative que nous voulons préconiser et jette les bases de positions et d'actions syndicales sur la question de la réussite.

Ce document, qu'on peut trouver facilement sur le site Internet de la FNEEQ à l'onglet Comité école et société, a été très apprécié par les délégué-es, qui ont trouvé trop court le temps imparti aux échanges. Il est apparu clairement que nous allons devoir aller loin, et il y a fort à parier que les préoccupations à l'égard de la réussite seront encore au menu, sous une forme ou une autre, dans l'un des rendez-vous de la FNEEQ au cours de l'année. ■



PHOTO: ALAIN ÉMARDON

Bienvenue au comité exécutif

Dans le cadre de sa réflexion sur la vie syndicale, le comité fédéral sur la précarité, la relève et la vie syndicale a conçu un guide à l'intention des nouveaux membres d'un comité exécutif. *Bienvenue au comité exécutif* trace le portrait d'une année syndicale, en y présentant les principales tâches d'un comité exécutif : animer la vie syndicale, défendre les membres, négocier la convention collective et développer des solidarités. Dans la dernière section, nous rappelons les acquis des luttes sociales et syndicales, qui sont à surveiller et à protéger. Voici un bref exposé de l'esprit et des valeurs qui nous ont guidés dans la rédaction de ce document.



PHOTO: MATHIE

Marie Blais

Vice présidente de la FNEEQ
Responsable du comité fédéral sur la précarité,
la relève et la vie syndicale

Animer la vie syndicale

L'information est essentielle au maintien de la vie syndicale. *Bienvenue au comité exécutif* insiste sur la nécessité d'informer et d'en varier les modes de communication (réseau social, courriel, article de journal, etc.). Des membres informés pourront mieux se positionner lors de débats et se mobiliser lors d'activités syndicales.

L'assemblée générale est un lieu privilégié d'exercice de la démocratie et du maintien de la solidarité entre les membres. La participation étant un indice majeur de la vitalité d'un syndicat local, le guide rappelle qu'un exécutif doit favoriser l'intérêt et le fonctionnement démocratique.

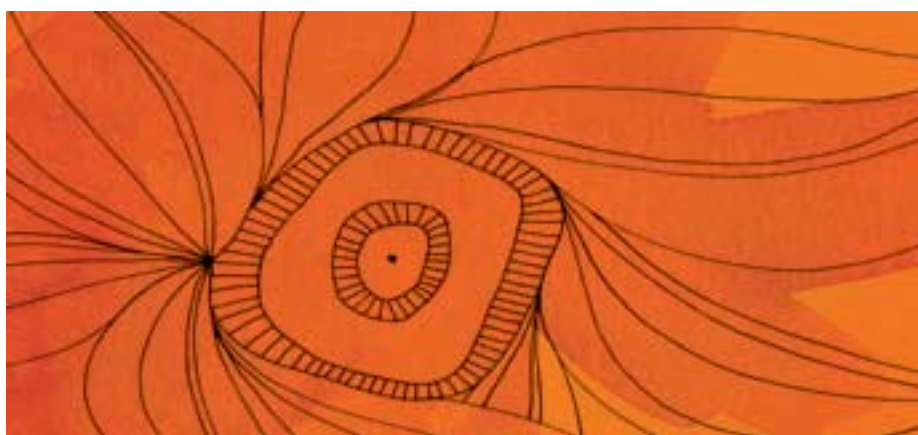


ILLUSTRATION : ÉMILIE TREMBLAY

Autre outil d'animation qui rapproche un syndicat de ses membres : le conseil syndical qui se réunit entre les assemblées générales. Lorsque cette instance existe, elle permet à un comité exécutif de connaître les préoccupations des membres, d'élargir la représentation syndicale et de valider des décisions avant de les présenter à l'assemblée générale.

Dans un contexte de renouvellement du corps enseignant, l'accueil des nouveaux membres devient primordial. Que ce soit sous la forme d'un dîner, d'un 5 à 7, un comité exécutif peut transmettre de l'information pertinentes et pour les nouvelles et les nouveaux, l'opportunité de faire connaissance et d'élargir leur réseau.

Si les membres peuvent y passer pour prendre un café, lire les journaux ou simplement jaser entre eux, un local syndical se révèle un autre lieu d'animation de la vie syndicale. Le guide ne néglige pas les partys, une ambiance moins formelle et plus ludique permet des échanges plus

approfondis. Ces liens tissés lors de ces diverses activités se révéleront fort utiles en temps de mobilisation.

Défense individuelle des membres

Le guide rappelle que la législation du travail accorde à un syndicat le monopole de la représentation des personnes faisant partie de son unité d'accréditation. En contrepartie de ce monopole de représentation, le Code du travail prévoit qu'une association accréditée ne doit pas agir de mauvaise foi, de manière arbitraire, discriminatoire ou faire preuve de négligence grave à l'endroit d'une personne salariée comprise dans son unité d'accréditation. Il s'agit du devoir de représentation.

Pour bien s'acquitter de son devoir de représentation, le guide réitère qu'un syndicat doit s'occuper des problèmes individuels avec sérieux et mener une enquête soigneuse avant de prendre la décision de déposer ou non un grief.

Le renouvellement de la convention collective est un événement majeur dans la vie syndicale. À la FNEEQ, plusieurs modes de négociation coexistent. Malgré des différences importantes entre le mode de négociation du secteur public et les négociations qui ont lieu directement avec des employeurs autres que l'État, les considérations entourant la négociation restent les mêmes.

Le guide décrit les différentes phases d'une négociation. Dans le présent article, un seul aspect sera traité: le rapport symbiotique entre information, mobilisation et négociation. Les moyens d'action doivent être entrepris en fonction de l'évolution des discussions à la table de négociation, car ils auront plus d'impact. La partie patronale doit sentir que les membres appuient leur comité de négociation.

Développer des solidarités

Le guide insiste sur le rôle politique d'un syndicat. Un syndicat est un regroupement de travailleuses et de travailleurs qui se forme pour faire avancer leurs droits et améliorer leurs conditions de travail, mais il se préoccupe également de promouvoir des solutions collectives et de militer pour le progrès social. Dans cette perspective, le fait de développer des solidarités que ce soit dans le milieu de travail, dans la communauté et même sur la scène internationale s'avère essentiel.

Des acquis et des luttes

Les progrès ne sont toutefois pas arrivés facilement. Ils ont été arrachés par des luttes syndicales, parfois très dures. Pensons au droit à la syndicalisation, l'accès à

la grève, la formule Rand et la loi contre les briseurs de grève.

Par son travail sur le plan politique, le mouvement syndical a contribué à l'adoption de nombreux acquis sociaux, dont plusieurs concernent toutes les travailleuses et tous les travailleurs du Québec. Notons, l'assurance-emploi, la Loi sur la santé et la sécurité du travail, la Loi sur l'équité salariale et le Régime québécois d'assurance parental.

Certains de ces gains et de ces acquis sont régulièrement remis en cause, par le patronat ou même par le gouvernement. Il est important de les connaître et de rappeler leur histoire afin de les défendre et d'en conquérir de nouveaux. Malgré leur appellation, les acquis sociaux ne sont jamais totalement... acquis! ■



Le congrès de l'Internationale de l'Éducation

Le congrès de l'Internationale de l'Éducation a lieu à tous les quatre ans. Celui de 2011 s'est tenu en Afrique du Sud en juillet dernier.



PHOTO: MICHEL CIRIOUX

Micheline Thibodeau

Vice-présidente de la FNEEQ
Responsable du comité action internationale

C'était pour ma part, une première participation à un congrès de l'IE. La première impression en arrivant au Centre des congrès fut l'ampleur de l'organisation qui reflétait bien l'importance en nombre des délégué-es des différentes organisations affiliées. Au moment des ateliers, plénières et conférences, le sérieux, l'écoute, la pertinence des interventions des membres de 170 pays furent impressionnants.

Il n'est pas simple de parvenir à des consensus sur des positions concernant l'avenir de l'éducation avec des représentantes et des représentants de 170 pays et qui plus est, que ces positions soient plus que des vœux pieux et qu'elles soient porteuses d'actions à mener sur l'ensemble de la planète.

Et pourtant, c'est essentiel, et pourtant on y arrive.



PHOTO: BEA UHART (IE)

L'orientation du congrès

La présidente, Susan Hopgood, a ouvert le 6^e Congrès en dénonçant les conséquences de la crise financière sur l'éducation, plus particulièrement sur l'accès à l'éducation publique, l'unique façon d'arriver à un accès universel à l'école pour tous les enfants de la planète. Objectif qui est loin d'être atteint. Elle a insisté pour poursuivre la campagne *Une éducation pour tous* en demandant d'actualiser partout dans le monde le plan d'action.

Qui d'autre que le mouvement syndical peut revendiquer un système d'éducation public, gratuit et de qualité ?

Sur ces mots d'ouverture, le congrès trouvait son orientation.

Financement de l'éducation

Le financement de l'éducation a été un thème important de ce congrès, il va sans dire. Dans le contexte idéologique très fort du tout au marché, du désengagement de l'État, partout dans le monde, l'éducation passe au moulinet de la stratégie du 3D : division, déshumanisation et « délégitimation » des enseignantes et des enseignants. Ce discours permet de mieux convaincre les populations de l'obligation de réduire le salaire et le nombre d'enseignantes et d'enseignants. Dans de trop nombreux pays, l'éducation est désormais une occasion d'investissements privés et un lieu d'affaires très lucratif, entre autres, aux États-Unis. Cette dérive a pour effet de renforcer la tendance dans les pays les plus pauvres pour lesquels les gouvernements sont incapables, impuissants ou n'ont pas la volonté de mettre sur pied un système public d'éducation. Désespoir.

Bâtir ensemble de meilleurs syndicats...

Une piste de solution pour contrer ce phénomène est le lancement de la campagne *Bâtir ensemble de meilleurs syndicats*. Des interventions percutantes ont retenu l'attention des délégué-es. Soulignons celle de la représentante de la Confédération nationale des éducatrices et éducateurs Haïtiens (CNEH) qui a lancé un appel à tous les syndicats pour qu'ils interviennent auprès de leur gouvernement pour que les sommes d'argent versées pour l'éducation en Haïti le soit dans le système public afin d'en favoriser la réorganisation qui n'a pas encore débuté. D'autres interventions ont fait état d'un regroupement de syndicats dans les Caraïbes, ce qui a eu comme effet d'augmenter leur efficacité, d'autres ont fait état du manque de formation et d'expertise syndicale dans leur pays. En ce sens, l'IE doit travailler à mettre sur pied des formations de base pour les officiers syndicaux.

Pour une éducation de qualité

Des orientations claires ont fait l'objet de forts consensus, en voici quelques unes :

- l'éducation est un droit humain et un bien public;
- la formation des enseignantes et des enseignants doit être de haut niveau pour assurer la qualité de la formation;
- les enseignantes et les enseignants doivent jouir d'un haut statut dans la société, ce qui doit se traduire par des hauts salaires;
- l'enseignement supérieur doit être accessible à toutes et à tous et être gratuit;
- les enseignantes et les enseignants doivent pouvoir former des syndicats indépendants, démocratiques et représentatifs.

L'engagement de la FNEEQ au Québec

La FNEEQ prend au sérieux l'engagement qu'elle a pris à actualiser les actions dans le sens de ces orientations. Mentionnons notre participation à la *Semaine pour l'école publique* et aussi notre engagement très clair et concret d'appui au mouvement étudiant pour le gel des droits de scolarité à l'université qui s'inscrit dans le plan d'action pour la gratuité scolaire. Bien sûr, la FNEEQ, en cohérence avec d'autres positions de l'IE, s'est inscrite dans une éducation respectueuse de l'environnement.

Mentionnons au passage que le congrès de 2015 aura probablement lieu au Canada, très possiblement au Québec. Si c'était le cas, c'est avec énormément d'empressement que nous vous invitons à y participer. Avoir une vue globale de la situation de l'éducation sur l'ensemble de la planète permet de mieux prendre la mesure de l'importance de nos actions, ici au Québec, et aussi d'être solidaire de nombre d'enseignantes et d'enseignants syndiqués partout dans le monde. Cela serait une occasion exceptionnelle, pour les membres de la FNEEQ, d'y participer en grand nombre. ■

À propos de l'IE

L'Internationale de l'Éducation est la voix des enseignantes et des enseignants et des employé-es de l'éducation à travers le monde. En tant que Fédération mondiale d'environ 400 syndicats répartis dans plus de 170 pays et territoires, elle représente 30 millions d'enseignantes et d'enseignants et d'employé-es de l'éducation œuvrant de la petite enfance à l'université.

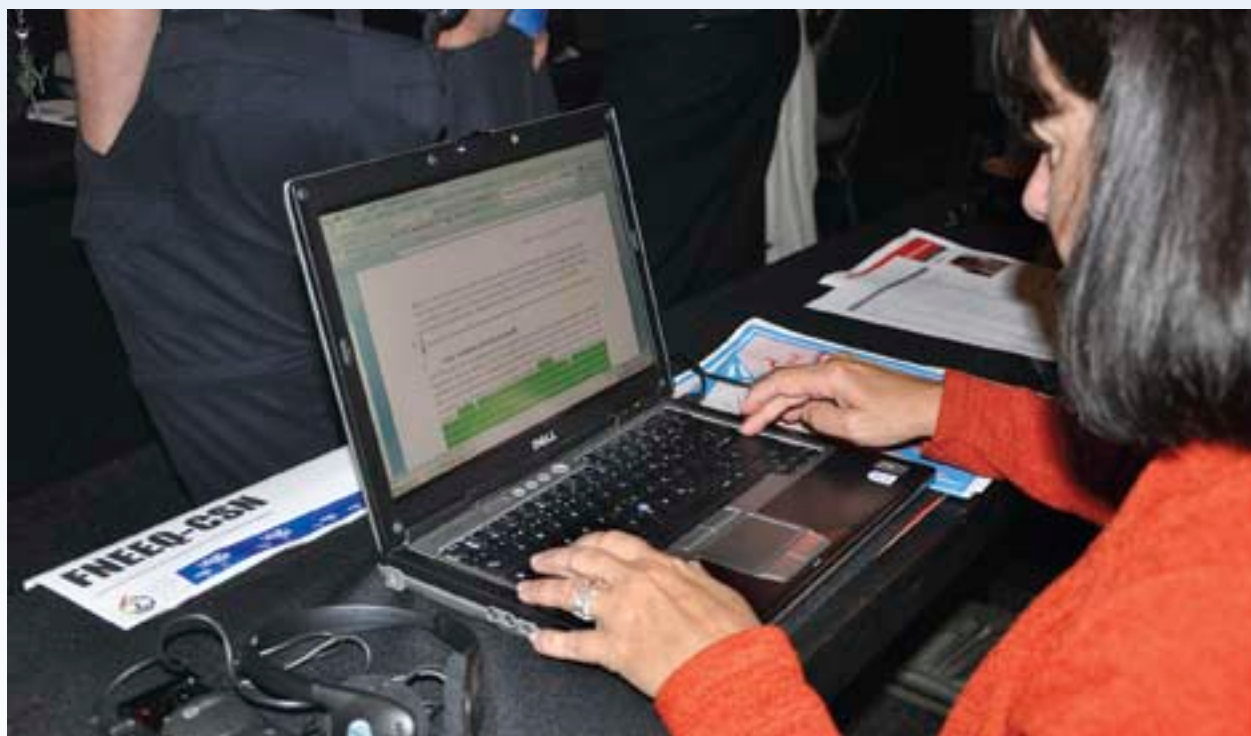


PHOTO: FRANCE DESAULNIERS

Dîner-causerie



Marie Blais

Vice présidente de la FNEEQ
Responsable du comité santé et sécurité
et environnement

Lors du dernier conseil fédéral, le 2 juin 2011, le comité santé et sécurité et environnement a animé un dîner-causerie traitant de la santé et sécurité au travail. Certaines problématiques ont été abordées : la sécurité, la santé mentale et le harcèlement psychologique. Les membres présents nous ont aussi suggéré plusieurs pistes de travail.

Sécurité

Le maniement sécuritaire des machines et des outils apparaît comme un problème urgent. Un message clair nous a été lancé : n'importe qui peut se servir d'un outil n'importe comment. L'âge de la machinerie, les méthodes de « cade-nassage » inquiètent aussi. La gestion des produits dangereux dans les laboratoires semblent déficients. Ces questions prennent encore plus d'acuité dans une école secondaire où les adolescents utilisent les outils ou les produits dangereux avec peu de précaution. D'ailleurs, au printemps dernier, un adolescent est

mort dans une école secondaire dans la région d'Ottawa. Plusieurs ont demandé une tournée du comité pour une meilleure prise en charge de la sécurité.

La sécurité des établissements a été souvent mentionnée: les procédures d'urgence seraient inexistantes lorsqu'il y a notamment violence de la part des étudiants.

La santé mentale : une priorité

Plusieurs questions concernant la santé mentale ont surgi. Comment aborder la prévention et la question de l'organisation du travail? Par le biais de la collégialité, des règles de fonctionnement de régie interne? La santé mentale, l'épuisement et le harcèlement: qui vient avant quoi? On réitère la demande de faire reconnaître par la CSST les problèmes de santé mentale en milieu de travail.

Le harcèlement psychologique est considéré comme un dossier extrêmement complexe pour les syndicats. Plusieurs demandent une révision des politiques contre le harcèlement psychologique. Il y a des problèmes dans leur application. Le caractère compliqué

des procédures décourage les membres et certains patrons n'en connaissent même pas les modalités.

La certification

Quelques directions de cégeps et d'universités cherchent à obtenir une certification entreprise en santé. Selon les membres, la FNEEQ devrait prendre les devants, se pencher sur les implications d'une telle procédure et créer une certification FNEEQ : ENSEIGNER EN SANTÉ!

Plusieurs demandent la liste des éléments à surveiller dans nos établissements, que faire en cas d'urgence, quand faire appel à la CSST. Le comité a rappelé que la formation inspection dans notre lieu de travail a identifié les divers éléments à surveiller. Il faudrait la compléter en y ajoutant un protocole à suivre lorsqu'il y a urgence et établir une liste des personnes ressources disponibles à la FNEEQ et à la CSN. Lors de ce premier dîner-causerie, les membres ont participé activement aux débats et plusieurs des suggestions émises permettront aux membres du comité SSTE de travailler en vue d'une meilleure prise en charge de la santé et sécurité à la FNEEQ. ■

Vive le féminisme !

Une rencontre avec Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) depuis septembre 2009, est inspirante. Nous avons fait connaissance avec une femme qui ne craint pas de relever des défis. L'entretien s'est déroulé en compagnie de Caroline Senneville, secrétaire générale de la FNEEQ et vice-présidente de la FFQ.



PHOTO : JULIA DAUS

France Désaulniers

Conseillère aux communications

Le parcours d'Alexa Conradi peut être qualifié de peu typique. Née en Angleterre, de parents immigrants et anglophones du Canada, elle a passé la grande partie de sa vie au Québec. Militante du mouvement des femmes depuis de nombreuses années, c'est en cherchant un lieu pour sortir de l'isolement de la jeune maternité qu'elle s'est impliquée dans un centre de femmes à Verdun. Visant à accroître la participation des femmes à la vie sociale et politique, le centre sera déterminant dans sa vie. Ainsi, au fil des ans, elle y occupe un premier emploi, poursuit des études et s'engage dans les milieux populaires ou féministes. Elle se retrouve au cœur de l'organisation de la Marche du pain et des roses en Estrie en 1995 et elle coordonne la Marche au Québec, en plus de tisser des liens avec des organisations au Canada.

Lorsqu'elle est élue à la présidence de la FFQ, en 2008, elle est donc à la fois une vieille et une jeune féministe, convaincue d'être en mesure d'établir des ponts entre celles qui avaient forgé l'identité du mouvement des femmes au Québec

et une génération montante de féministes. Totalement intégrée à la société québécoise, de laquelle elle partage les valeurs, les questions d'identité et de relève féministe, dans une société de plus en plus accablée par les politiques néolibérales et la montée de l'antiféminisme, l'interpellent. Il est temps de faire le point et de prendre le recul nécessaire pour aller de l'avant.

Le féminisme est un humanisme

Alexa Conradi : La FFQ, c'est un carrefour des luttes féministes, et ce, dans toutes les régions du Québec. Elle joue un rôle majeur pour animer des espaces où les femmes et les groupes de femmes, y compris les comités de condition féminine des syndicats, se réunissent et conviennent de pistes pour améliorer les choses, les changements sociaux à apporter et les luttes à mener. La FFQ existe depuis 45 ans. Elle a un long historique de participation aux débats publics, de contribution à des luttes qui ont mené à des gains, entre autres, les pensions alimentaires, le statut légal des femmes, l'équité salariale, la lutte à la pauvreté, l'accès à l'emploi des femmes exclues du marché du travail, les droits parentaux, les congés de maternité, l'accès à des services de garde. On se préoccupe également des questions de publicité sexiste, de stéréotypes sexuels, de pornographie, de violence faite aux femmes, etc. On organise des journées d'action, notamment pour souligner le 6 décembre, la commémoration de la tuerie à Polytechnique. Il est vrai que les gains stagnent, que l'on doit lutter contre des reculs. Prenons l'avortement. On a cru que cette bataille était une chose réglée au Canada d'un point de vue législatif!

Caroline Senneville : Si on m'avait dit qu'il me faudrait aller manifester pour réclamer le maintien de mon droit à l'avortement, je ne l'aurais pas cru ! Pour moi, c'est là un exemple concret qui illustre bien les attaques réelles et les reculs possibles.

Des États généraux, pour aller de l'avant

AC : Cette année, on a constaté un certain blocage dans notre capacité à faire évoluer des dossiers, malgré le nombre de propositions fortes, positives et intéressantes que nous portions, que ce soit en éducation, en emploi, en économie et en fiscalité. Alors, on a décidé d'entreprendre une démarche d'États généraux afin d'entamer une grande réflexion. Nous avons besoin d'entendre les femmes qui vivent des réalités multiples.

Pensons à l'augmentation de la précarité du travail, à l'absence d'intervention de l'État afin de stabiliser ce contexte de travail, aux agences de placement, comment faire reculer le conservatisme religieux, quel est le rôle de la famille ? Quand l'État décide de se désengager, c'est la famille qui redevient le cœur des solutions économiques, mais en même temps, cela veut dire souvent le retour des femmes au foyer. Ce sont là des questions que nous voulons soulever.

Une rencontre, en mai 2011, marquait le point de départ de l'identification des enjeux, en matière de travail, de politiques, de représentation politique des femmes, sur la vision que l'on porte sur l'économie, sur le développement des régions. On a formé un comité d'orientation composé de femmes de tous âges, de tous milieux, bref, une belle représentation des féministes d'aujourd'hui. On veut susciter des débats pour dégager des perspectives. Nous voulons faire une tournée dans les régions du Québec et parler à toutes les femmes qui sont impliquées de près ou de loin dans le mouvement féministe, mais qui ont à cœur l'avancement de l'égalité. On veut savoir ce qu'elles pensent, où elles s'en vont. Cela culminera par la tenue d'un forum des femmes, en 2013, qui viendront de partout au Québec pour décider, ensemble, des enjeux pour l'avenir.

Nous avons fait un exercice semblable il y a près de 20 ans et cela avait mené à la Marche du pain et des roses, à la Marche mondiale des femmes ainsi qu'à un vaste travail pour contrer la pauvreté des femmes. Alors on pense qu'avec une démarche similaire, on va en ressortir avec une idée d'où nous voulons être dans vingt ans! On veut bien entendu susciter des débats dans les médias sociaux, dans les médias traditionnels, dans les forums...

Renforcer l'autonomie de l'action féministe

Les comités de condition féminine des syndicats peuvent devenir membres de la FFQ, se nourrir de ses réflexions, de ses actions et les alimenter. Cette solidarité entre les groupes autonomes de femmes et les comités syndicaux est vitale pour faire avancer les dossiers.

Quand on regarde les conditions de travail des femmes, la situation de la conciliation famille-travail, les statistiques sur la détresse psychologique des femmes, quand on voit la montée de certain conservatisme, on conclut que notre lutte n'est pas terminée et qu'elle n'est pas linéaire. Quant aux sphères d'influence dans la société, on note que les femmes en sont plutôt absentes. Malgré les avancées spectaculaires depuis 40 ans, la réalité c'est que les femmes sont en minorité en politique et dans les sphères économiques. Il y a encore des obstacles à leur participation.

CS: Des décisions concrètes prises par le gouvernement conservateur affectent le mouvement des femmes. Je pense à la fermeture de bureaux régionaux de Condition féminine Canada, aux coupes budgétaires des organisations de coopération internationale qui faisaient la promotion de l'avortement. Les coupes ne touchent pas exclusivement les groupes féministes, le domaine culturel écope aussi, mais la révision du financement accordé à divers groupes dans la société, et comme par hasard les groupes féministes y ont goûté, cela a eu des conséquences pour la FFQ.

AC: Cela fait en sorte que l'on doit développer des projets qui correspondent aux critères de financement du gouvernement et la défense de droits ne correspond pas à ces critères! On a passé les dix derniers mois à faire des allers-retours avec les fonctionnaires de l'État pour voir si les idées que nous avons pour un projet passent la rampe! En ce moment, nous ne savons toujours pas si on aura une réponse favorable et cet argent représente près du tiers du budget de la fédération.

Cela implique pour le mouvement féministe, et ses composantes, la nécessité d'augmenter le nombre de membres cotisantes à la FFQ ainsi que le nombre de dons. Nous devons revoir nos stratégies



PHOTO: FFQ

de financement. Il faut continuer à dire que l'État a une responsabilité démocratique de soutien aux organisations comme la nôtre, mais que si l'appui étatique fait défaut, ce sont nos membres, comme la FNEEQ, qui peuvent jouer un rôle fondamental afin que nous poursuivions notre travail.

Contre la hausse des droits de scolarité

AC: On pourrait penser que l'accès aux études supérieures est un enjeu qui doit être porté uniquement par le mouvement étudiant ou les gens qui travaillent dans le domaine. Mais on sait à quel point

l'éducation est une clé pour que les femmes puissent jouir de leur pleine autonomie et de liberté. Si une femme est éduquée, elle pourra décider de la direction de sa vie. À la FFQ, nous croyons que les augmentations des droits de scolarité prévues représentent une menace et un danger de recul pour l'accès à l'égalité.

Les emplois ont encore un sexe!

Malgré les années de travail pour que les femmes ne soient pas confinées à des types d'emplois particuliers, avec la mondialisation de l'économie, on remarque que le travail devient de plus en plus stéréotypé. Particulièrement dans les parcours migratoires, des femmes, dont les diplômes ne sont pas reconnus, se tournent vers des milieux plus traditionnellement féminins.

CS: Dans la démarche d'équité salariale, sur environ 640 catégories d'emploi, près de 600 étaient masculines ou féminines. La catégorie mixte la plus importante, c'est celle des enseignantes et des enseignants de cégep.

AC: L'équité salariale est une révolution importante du mou-

vement féministe. On s'est attaqué de front à la division sexuelle du travail et à la non-reconnaissance du travail des femmes. Le rôle de l'État, c'est d'encourager l'autonomie économique des femmes, pas leur dépendance.

La clé, c'est de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les plus âgés, entre les riches et les pauvres, entre les personnes d'origines différentes. On veut s'assurer qu'il y aura un système de santé public, que nos enfants vont pouvoir étudier sans trop s'endetter... Est-ce trop demander? *Non, madame la présidente!* ■

Dynamiser les comités de condition féminine



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

Carole Morache

Comité femmes FNEEQ

Beaucoup de nos syndicats n'ont pas de comité de condition féminine, et d'autres, qui en ont un, se demandent parfois comment rendre leurs actions plus pertinentes et plus visibles. Dans sa mini-tournée de syndicats, entreprise afin de connaître les obstacles et les bonnes pratiques de la militance des femmes, le comité femmes de la FNEEQ a rencontré beaucoup de militantes qui, au jour le jour, portaient le dossier de la condition féminine au sein de leur syndicat local.

Nous vous présentons aujourd'hui, un comité femmes particulièrement actif et créatif dans l'espoir que plusieurs autres suivront une voie semblable. Au fil des années, les militantes du comité femmes du Syndicat des professeurs du cégep du Vieux Montréal ont réalisé une panoplie d'évènements variés et inspirants. Elles nous avaient présenté une synthèse de leur action entre 1998 et 2011. On y re-

trouve des activités politiques, de sensibilisation, d'information et d'appui à des mouvements internationaux. Sans en faire une liste exhaustive, nous vous présentons quelques-uns des très nombreux moyens pour soutenir la cause féministe mis en l'avant par le comité femmes du SPCVM avec l'appui de leur syndicat.

À l'occasion du 6 décembre

- Annonce dans toutes les classes pour faire une minute de silence à la mémoire des 14 femmes assassinées à l'école de la Polytechnique de Montréal
- Kiosques de sensibilisation et vitrines
- Dazibao d'écriture (messages de paix)

Marche mondiale des femmes (MMF)

- Hôte de la tenue d'une rencontre internationale pour la préparation de la MMF et tenue d'une vitrine de promotion
- Présentation du film sur la MMF en présence de la réalisatrice et Françoise David
- Kiosque pour faire connaître la Charte mondiale des femmes pour l'humanité (MMF 2005)

Autour du 8 mars

- Kiosques sur différents thèmes selon les années
- Organisation d'une conférence d'une femme juive et d'une femme palestinienne (Femmes en noir pour la paix)

- Fabrication de mandalas pour la Paix avec Helga Schel « Full circle Project »
- Remise d'un mandala à Godeliève Mukasaru, une Rwandaise ayant reçu le « Prix John-Humphrey pour la liberté »
- Présentoir à la bibliothèque proposant des documents sur la condition féminine
- Lien virtuel sur le site Internet de la bibliothèque présentant une sélection de 50 livres sur le féminisme

Et encore...

- Publication de 3 numéros de « Pédagogie entre'elles »
- Conférence de Mélissa Blais sur le « masculinisme » lors d'une assemblée syndicale

Tout cela sans compter tout le travail portant sur la politique sur le harcèlement sexuel et la conciliation famille-travail ainsi que des actions de solidarité envers des mouvements locaux et internationaux.

Bravo à toutes ces « ELLES » qui par ces initiatives ont porté bien haut le flambeau de la cause des femmes. À nous toutes de le porter à notre tour dans nos syndicats... chacune à notre niveau, chacune à notre façon. ■

« Au Vieux Montréal, il est clair que si le comité femmes est devenu un comité statutaire jouissant d'un budget pour ses activités locales, c'est qu'à certains moments, un membre de l'exécutif était aussi membre du comité femmes. Toute la question de la sensibilisation d'un exécutif face aux activités du comité passe souvent par une militante, à la fois membre de l'exécutif et membre du comité femmes. Et forcément, lorsqu'il s'agit d'animer le milieu autour des grands enjeux liés aux femmes, un exécutif bien renseigné et sensibilisé est un atout de taille. »

« Cela dit, l'action d'un comité est tributaire de la mobilisation et de l'engagement de ses membres. Au Vieux, les

militantes du comité femmes tout au long de ses années d'existence, se sont beaucoup investies. De l'organisation de kiosques pour souligner la Journée internationale des femmes en passant par une participation active à la Marche des femmes et à la production de numéros spéciaux du journal syndical local, plusieurs enseignantes sont passées par le comité femmes depuis sa création. Et certaines, sur une longue période de temps ! Et s'il est toujours « vivant », c'est grâce à ELLES ! »

Danielle Carbonneau
Syndicat des professeurs
du cégep du Vieux Montréal (SPCVM)

Militer au comité femmes



Flavie Trudel

Cégep régional de Lanaudière à Joliette

Implanter un comité femmes au Cégep de Joliette, un ancien collège classique, c'était tout un changement! Il a fallu des féministes convaincues pour faire accepter, un certain jour de juin 1985, par une assemblée générale composée principalement d'hommes, l'idée même d'un comité qui se battrait pour la cause des femmes. La résolution 2342 du syndicat des enseignants du Cégep de Joliette consacrait la fondation du comité femmes et spécifiait que « seulement des femmes peuvent faire partie de ce comité ». Des enseignantes, mais aussi des employées de soutien, des professionnelles, parfois même des cadres et des étudiantes ont fait partie du comité femmes au cours de ses 26 années d'existence.

C'est en 1989, l'année de la tuerie de Polytechnique que j'ai été engagée comme enseignante en sociologie au Cégep de Joliette et qu'a commencé mon engagement politique au sein du comité femmes. Une année marquante, qui nous rappelait cruellement que nous n'étions pas égales aux hommes. Très actif, le comité luttait sur plusieurs fronts, entre autres, contre le harcèlement sexuel (politique adoptée en 1993), contre la violence, contre le sexisme sous toutes ses formes (manuels scolaires, pédagogie, publicités), d'autres luttes pour la féminisation des textes et pour l'accès à l'égalité en emploi. Je retiens de cette période qu'il fallait constamment appor-

ter des preuves de la discrimination dont étaient victimes les femmes, comptabiliser tout, rédiger des rapports, démontrer, argumenter, et ce, autant auprès de la direction du collège que dans nos propres instances départementales et syndicales. Une de ces luttes nous mènera en 1991 à un Programme d'accès à l'égalité qui « forcera » le collège à engager 50 % de femmes compétentes. Aujourd'hui, vingt ans plus tard, lorsque je rencontre ces femmes dans l'escalier du cégep, je me demande si elles sont conscientes de toutes les batailles que nous avons dues mener pour leur permettre d'accéder à l'emploi qu'elles occupent.

Dans les années 1990, les femmes du comité devaient être partout. Localement, nous prenions position dans les assemblées, les comités de sélection, les comités du collège et dans les médias. Dans

taient aux assemblées de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) dont le comité était devenu membre. Nous avons même pris part à la Marche du pain et des roses à l'été 1995, pour lutter contre la pauvreté des femmes et pour de meilleures conditions de vie. Nos convictions et nos souliers nous ont aussi menées à New-York lors de la Marche mondiale des femmes en 2000 et à Rimouski en 2010. Ces grands événements ont été des moments importants de notre histoire.

Concernant la famille et les droits parentaux, le comité femmes a contribué à la mise sur pied de la garderie au cégep. Des milliers d'enfants et de parents en ont bénéficié. Le comité femmes a travaillé à la reconnaissance des droits parentaux et à la diffusion des informations s'y rattachant. Nous avons supporté des femmes dans leurs démarches pour des retraits préventifs lorsqu'elles étaient enceintes, des congés de maternité, des congés d'adoption et dans la recherche de moyens permettant de concilier la famille et le travail.

Même si toutes les luttes ne sont pas victorieuses et qu'il reste encore un bout de chemin à faire pour atteindre l'égalité entre les sexes, il est toujours motivant de militer au sein du comité femmes. Militer par engagement social



cet esprit d'occuper les lieux décisionnels, je suis devenue présidente du syndicat en 1994, siégeant sur un exécutif paritaire. Il fallait aussi élargir nos horizons et travailler à l'échelle régionale et nationale. Le comité femmes avait une délégation à la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière (TCGFL), d'autres membres participaient aux sessions femmes de la FNEEQ, quelques unes assis-

bien sûr, mais aussi pour les amitiés, les dîners, les bazars, les 8 mars, les rires, les trajets en autobus... avec Rita, Cécile, Claire, Manon, Francine, Louise, Suzanne, Normande, Mireille, Andrée, Marie-Claude, Marie-Alice, Johanne, Denise, Marianne, Françoise, Colette, Carole, Charlene, Cynthia, Céline, Valérie, Suzie, Diane, Amélie, Yolande et toutes les autres. ■

Pour changer les choses



PHOTO: FRANCE DESAUNIERES

Nicole Marsolais

Comité femmes FNEEQ

Le comité femmes s'est donné, comme un de ses objectifs, de faire connaître des femmes dont l'implication syndicale est remarquable. Les femmes ont un rôle important à jouer dans leur milieu syndical mais elles hésitent souvent à s'engager. Les portraits que l'on vous présente permettent de mieux connaître ces femmes impliquées et leur goût de faire une différence.

Cette année, je suis la « nouvelle recrue » du comité femmes. Mes collègues m'ont demandé de faire un petit témoignage de mon cheminement, assez récent, dans le monde syndical. J'espère que je pourrai inciter d'autres femmes à ne pas avoir peur de s'impliquer syndicalement et de croire en leurs capacités de faire bouger les choses.

Je suis enseignante au Collège Esther-Blondin dans la région de Lanaudière depuis plus de 20 ans. Au travail, la conciliation famille-travail a toujours été un enjeu important pour moi comme pour bien de femmes de mon milieu.

Mon expérience syndicale est assez récente, car dans mon établissement, le syndicat existe depuis 2004. Avant de choisir de participer à la vie syndicale du Collège, je n'avais aucune expérience dans ce domaine. J'ai choisi, au départ, le rôle de secrétaire, car les responsabilités me plaisaient bien. Mais il faut dire que je doutais aussi de mes capacités à

prendre un rôle plus important. Ce poste m'a permis de m'intégrer au sein du comité exécutif et d'apprendre les rouages de la vie syndicale. Avec le temps, je me suis de plus en plus engagée. Mes préoccupations en tant que membre de l'exécutif m'amènent à penser quotidiennement aux défis que doivent relever les femmes de mon milieu.

femmes de la fédération. Amener des collègues féminines à s'impliquer syndicalement reste toujours un défi à relever. Moi-même, je suis au début de mon cheminement avec mes hésitations bien féminines... Lorsqu'on m'a proposé de faire partie du comité femmes, j'ai eu le réflexe de me demander « Vais-je être capable? Qu'ai-je à apporter? ».



Je suis membre du CRT de mon Collège et j'ai travaillé à la préparation de la négociation de notre convention collective. J'ai participé à quelques rencontres du regroupement privé, expérience que j'ai beaucoup appréciée. J'ai donc eu, par la suite, le goût de poursuivre mon militantisme en dehors de mon syndicat en posant ma candidature au comité

Je suis heureuse de faire partie de ce comité de femmes, soucieuses de faire réfléchir les gens sur notre rôle dans le milieu syndical. Je vais certainement beaucoup apprendre avec elles et pouvoir offrir mon expérience personnelle afin de faire avancer la cause des femmes. ■

ILLUSTRATION D'ALAIN MASSICOTTE, TIRÉE DU DOCUMENT CSN OSER LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL AU QUOTIDIEN

C'est possible !



Raymonde Simard

Comité femmes FNEEQ

Quand on m'a demandé de contacter Isabelle afin de connaître son point de vue sur la conciliation famille-travail-implication syndicale, c'est sans hésitation que j'ai accepté. J'ai côtoyé Isabelle lors des rencontres du regroupement université; son dynamisme, son engagement et son authenticité sont des facettes de sa personnalité qui la rendent unique. Ses interventions portent souvent la couleur de la réalité des jeunes familles d'aujourd'hui. La conciliation famille-travail-implication syndicale a teinté son parcours syndical. Les relations avec ses trois garçons et son conjoint ont toujours été sa priorité et comme elle le souligne: « Elle est fière de ne jamais les avoir mis de côté, car la relation qu'ils ont aujourd'hui la comble de joie ». Je vous invite à mieux connaître le parcours d'une collègue inspirée et inspirante!

Voici les réponses d'une collègue engagée, qui j'espère éveilleront chez vous le désir de vous exprimer haut et fort sur la conciliation famille-travail-implication syndicale dans votre vécu de tous les jours au sein de votre syndicat.

Qu'est-ce qui vous a amené à vous impliquer ?

« Je ne connaissais pas grand-chose du monde syndical avant qu'un collègue chargé de cours m'invite à me présenter à l'exécutif de mon syndicat. J'ai donc commencé mon implication en ayant tout à apprendre. »

Quels ont été vos premiers constats conciliation famille-travail-implication syndicale ?

« Je me suis rapidement rendu compte que mes valeurs de gauche trouvaient enfin une bonne canalisation et une super organisation (FNEEQ-CSN). Cela n'a pas toujours été facile de persévérer étant donné l'obligation de travailler à différents endroits pour arriver à faire un salaire suffisant pour vivre. J'ai donc laissé mon poste après deux ans, ne trouvant pas l'équilibre entre le travail, la famille et l'implication syndicale. »

Quelques années plus tard vous retournez au sein de l'exécutif du syndicat suite à des demandes répétées de la

présidente qui cherchait une remplaçante. Quelles furent les mises au point qui ont permis votre retour au sein du syndicat tout en conciliant famille-travail-implication syndicale ?

« Je lui ai fait part de mes insatisfactions quant au fonctionnement du conseil exécutif, en particulier des horaires irréguliers. On s'est alors penchées sur le problème, et en quelques réunions, nous avons planifié les rencontres à long terme en tenant compte du calendrier scolaire et de l'horaire de l'école. Nous avons également négocié plus de libérations syndicales afin de rémunérer un peu mieux les membres de l'exécutif et reconnaître leur travail, ce qui m'a permis de me concentrer sur mon nouveau poste de présidente et de laisser tomber les petits contrats. De plus, j'ai appris au fil du temps, à exprimer clairement mes limites et mes priorités et à ne pas tout me mettre sur les épaules; quand on a beaucoup d'énergie, on est souvent sollicité! »

Qu'est-ce qui vous motive encore aujourd'hui à militer au sein du syndicat ?

« Je trouve une grande motivation à mon travail dans la possibilité d'améliorer les conditions de travail de mes collègues et je suis également stimulée par la variété de formation que nous devons suivre pour bien mener nos dossiers. Les rencontres au regroupement université sont également une grande source d'inspiration; je suis parmi les plus jeunes participantes à ces réunions et l'expérience de mes collègues m'est souvent très utile. »

Un souhait en terminant...

« Je souhaite que mon implication soit un exemple pour mes enfants et une preuve qu'une femme peut réussir sa carrière sans être une superwoman. »

Voilà ! Et vous, qu'elle est votre réalité concernant la conciliation famille-travail-implication syndicale ? ■



Isabelle Morasse, chargée de cours à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, présidente du syndicat des chargés de cours et une des plus jeunes représentantes au regroupement université de la FNEEQ.

Pour que l'égalité femme-homme ne soit pas qu'un slogan vide...

À l'occasion du dernier congrès, les militantes de la condition féminine de la CSN ont eu l'occasion de faire le bilan du travail réalisé et de présenter leurs perspectives pour les trois prochaines années. Je vous résume ici brièvement les principales thématiques qui seront abordées, les perspectives qui seront dégagées et les actions que nous comptons mener dans la prochaine période.



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

Marie-France Benoit

Conseillère syndicale à la condition féminine de la CSN

Pour les militantes du réseau de la condition féminine, l'axe fondamental du travail demeure de poursuivre la lutte capitale engagée pour l'égalité des femmes et des hommes, et ce, à la fois à la CSN et dans l'ensemble de la société.

Dans cette optique, le Comité national de la condition féminine de la CSN mènera une campagne de sensibilisation pour mieux faire connaître et surtout mettre en œuvre le nouveau Programme pour l'accès à une représentation équitable des femmes (PAREF). On se souviendra que ce programme vise à l'égalité de représentation des femmes et des hommes dans les structures politiques du mouvement. Ainsi, nous entreprendrons une tournée de l'ensemble des conseils centraux et des fédérations de la CSN afin de présenter et de débattre des orientations et des objectifs fixés par le PAREF. Ce sera l'occasion de faire le point sur la place des femmes élues à la CSN, d'examiner les obstacles rencontrés par les militantes qui assument des responsabilités syndicales, et surtout de discuter de la mise en œuvre de mesures concrètes permettant d'améliorer la présence des femmes dans les postes de direction.

Toujours dans une optique d'égalité, la question des mécanismes favorisant la conciliation famille-travail sera aussi au cœur de notre travail. Faut-il rappeler que, généralement, ce sont encore les femmes qui assument la plus large part des responsabilités familiales malgré leur présence massive sur le marché du travail? Alors, la prise en charge collective des moyens permettant de rompre avec ces vieux patterns nous semble essentielle. C'est pourquoi, nous souhaitons que les outils produits par la CSN soient mieux connus et plus largement utilisés. Nous comptons d'ailleurs mettre de l'avant les bonnes pratiques, les avancées intéressantes et les initiatives innovantes qui améliorent le quotidien des travailleuses et des travailleurs.

Nous organiserons, avec le Comité des jeunes de la CSN, un colloque où seront présentés les résultats des plus récentes recherches en la matière, afin de faire connaître les tendances internationales, les expériences nouvelles pour que ces initiatives alimentent nos réflexions et inspirent nos travaux pour développer des politiques de négociation en matière de conciliation famille-travail.

La Marche mondiale de femmes

Parce que les militantes de la condition féminine de la CSN ont la Marche mondiale des femmes tatouée sur le cœur, elles feront connaître le bilan produit par la CSN, participeront aux réflexions et s'impliqueront pour assurer le suivi de la Marche mondiale des femmes, tant à l'échelle internationale qu'au Québec.

Il va de soi que nous continuerons de porter et de défendre les grandes revendications pour lesquelles nous avons marché en 2010, particulièrement la hausse du salaire minimum et la fin des catégories discriminatoires à l'aide sociale, puisque

ces demandes touchent les femmes les plus pauvres de notre société! Mais la réalisation de l'égalité passe aussi par la lutte pour que les femmes puissent travailler dans tous les secteurs de l'activité sociale. Dans ce cadre, nous souhaitons soutenir l'organisation d'échanges entre les femmes provenant de milieux majoritairement masculins, et ce, dans l'ensemble des conseils centraux.

Mieux, nous voulons soutenir les initiatives développées par des syndicats allant dans ce sens, que ce soit le développement de mentorats à l'arrivée d'une nouvelle travailleuse ou la mise en place d'un accueil syndical prenant en compte l'importance de bien informer les femmes de leurs droits et de l'importance de leur place dans le milieu de travail.

La quête de l'égalité passe encore par la lutte contre les préjugés et le sexisme dans nos milieux de travail. Et pour ce, il importe que nous répondions aux discours développés par les courants conservateurs de droite et leurs *think tanks* antiféministes et masculinistes. Un événement de grande importance pour le mouvement des femmes au Québec nous en donnera l'occasion. En effet, nous comptons participer activement aux travaux de réflexion et d'organisation des États généraux sur le féminisme au Québec.

Les défis à relever sont importants et les tâches à réaliser immenses, mais nous sommes très enthousiastes à l'idée de rencontrer de nombreuses militantes et militants afin de partager nos préoccupations et nos idées, et surtout d'entendre les commentaires et suggestions qui ne contribueront pas peu à alimenter nos réflexions et à orienter notre travail. De fait, nous croyons que c'est ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes ne sera pas qu'un slogan vide! ■

Les femmes et le congrès de l'Internationale de l'Éducation

La lutte pour l'égalité entre les genres a toujours été une partie importante des travaux de l'IE. Que ce soit par la tenue d'un caucus des femmes avant chaque congrès mondial, dans l'élaboration de ses politiques, ou par des postes réservés dans sa structure syndicale, l'IE continue de prendre fortement position pour la cause des femmes.



PHOTO : MATHIE

Caroline Senneville

Secrétaire générale de la FNEEQ
Responsable du comité femmes

Le dernier congrès mondial qui s'est tenu au Cap, en Afrique du Sud, a évidemment continué sur cette lancée. À la veille du congrès, le caucus des femmes s'est réuni, comme à l'habitude. Les quelque 300 militantes qui y ont participé ont entendu une présentation de madame Lulama Xingwana, ministre sud africaine responsable des femmes, des enfants, et des personnes handicapées.

Outre le progrès sur la plan de la représentation politique (en Afrique du Sud, 44% des membres du parlement sont des femmes et il y a 43% de femmes au cabinet), madame Xingwana a tenu à souligné les efforts de son pays en matière d'éducation, et en matière de lutte contre les stéréotypes sexuels. À preuve, ce programme appelé *Techno Girls* permet aux filles de participer à des stages dans des professions majoritairement masculines comme l'ingénierie et les mines afin de les encourager à étudier dans ces domaines.

Plus globalement, le caucus a été informé des travaux de divers organismes internationaux en matière d'égalité. Ainsi, l'ONU



PHOTO : BEA UHATR (IE)

femmes a déposé son premier rapport qui note cinq priorités :

- augmenter les femmes dans les instances décisionnelles,
- lutter contre la violence,
- impliquer les femmes dans les processus de paix,
- améliorer la situation économique des femmes, et
- inclure la condition féminine dans tous les dossiers de développement.

L'UNESCO place l'égalité en éducation comme priorité; et l'OIT continue sa campagne pour le travail décent.

Du côté syndical, le caucus a souhaité souligner l'importance de faire progresser l'égalité des genres au sein des syndicats. Plusieurs moyens ont été mis de l'avant, dont l'inclusion dans les statuts et règlements des syndicats d'une déclaration pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'amélioration de la représentation des femmes dans les structures syndicales, le soutien politi-



PHOTO : BEA UHATR (IE)



PHOTO: BEA UHART (IE)

que et financier des comités de condition féminine, la promotion des droits des femmes dans les négociations, mais aussi en dehors des sujets strictement syndicaux ou relevant du droit au travail, par exemple en luttant contre la pauvreté et la violence.

Le congrès a également tenu à prendre position pour l'égalité en votant diverses résolutions. Il a donc été décidé que pour 2011, le thème de la journée mondiale des enseignants serait « Les enseignants pour l'égalité des genres » donnant ainsi une visibilité planétaire à l'engagement de l'IE et de ses affiliés. Puis, le congrès a octroyé un budget pour la tenue d'une 2^e conférence des femmes pendant le présent mandat (2011-2015). Rappelons que la première conférence des femmes de l'IE, qui s'est déroulée

en janvier 2011, a notamment permis de révéler les résultats d'une vaste enquête de l'IE auprès de ses affiliés sur la condition des femmes dans les syndicats, dans l'éducation et la société. Les résultats ont clairement indiqué le fossé qui existe entre la législation et le niveau parfois médiocre de sa mise en œuvre. Un des problèmes majeurs concerne encore les charges de famille qui continuent de peser davantage sur les femmes. Cette réalité, ainsi que les barrières culturelles et le manque de confiance pour poser sa candidature, conduisent à une sous représentation des femmes dans les postes les plus importants. Enfin, le document politique sur l'éducation « une éducation pour bâtir l'avenir » inclut une déclaration claire sur l'égalité. (Voir l'encadré qui suit)

Les élections au bureau exécutif de l'IE ont à la fois démontré la volonté de faire de la place aux candidatures féminines, et la difficulté d'y parvenir. Le bureau exécutif de l'IE est composé de 26 personnes. Outre le bureau restreint, composé d'une présidente, Madame Susan Hopgood, d'un secrétaire général, monsieur Fred Van Leuwan, et de 5 vice-présidences, il y a 10 vice-présidences régionales, et 9 sièges dits « ouverts ». En matière électorale, l'IE réserve la moitié des vice-présidences régionales à des femmes. Ainsi, chaque continent est représenté par deux personnes de sexes différents. Par contre, pour les 9 postes dits ouverts, sur les treize candidats qui ont brigué le suffrage, une seule était une femme! Heureusement, elle a été élue. Résultat final: il y a 10 femmes sur 26 postes au bureau exécutif de l'IE,

dont 5 sont sur des postes réservés. On voit qu'il reste du chemin à parcourir.

C'est l'une des raisons pour laquelle il est si important que l'IE et ses affiliés continuent à travailler pour l'égalité des genres dans les écoles, les syndicats, et la société en général. ■

À propos de l'IE

L'IE considère que les questions liées au genre constituent un aspect central de l'éducation inclusive, puisqu'elles affectent toutes celles et ceux qui participent à l'éducation. Au stade le plus précoce possible, toutes les formes de stéréotypes de genre doivent être contestées et éliminées de l'éducation. Les autorités publiques doivent

promouvoir la pleine participation des filles et des femmes, des garçons et des hommes, à l'éducation à tous les niveaux. Elles doivent également être sensibles aux questions de genre liées à la réussite, à l'emploi, au recrutement et à la gouvernance dans le secteur de l'éducation. Les institutions et les syndicats de l'éducation doivent promouvoir des stratégies globales d'intégration de la perspective de genre.

Le mal-financement des universités

Marie Blais

Vice présidente de la FNEEQ

La question du financement des universités est au cœur des débats sur la hausse des droits de scolarité. Pour bien saisir les enjeux entourant cette question, il importe de rappeler certains faits et de questionner la rhétorique des recteurs. Voyons les faits. Au milieu des années 1990, le gouvernement fédéral a coupé dans les transferts fédéraux et le gouvernement québécois s'est empressé de retrancher 25% des budgets des universités.

S'il est exact d'affirmer que durant les années 1990, les universités étaient sous-financées, depuis 2003, la tendance s'est inversée. En effet, les subventions annuelles de fonctionnement du gouvernement du Québec sont passées de 1,9 milliards de dollars à 2,9 milliards de dollars. Avec un milliard de dollars de plus, peut-on encore parler de sous-financement?

Les recteurs justifient leur demande de hausser les droits de scolarité en comparant le financement du fonds de fonctionnement des universités avec le reste du Canada. Rappelons que ce fonds finance les activités liées à l'enseignement et à la recherche non subven-

tionnée. Ils soulignent à juste titre que le gouvernement québécois dépense moins pour le fonds de fonctionnement que le reste du Canada, mais ils oublient de souligner que l'État québécois finance mieux la recherche subventionnée et les immobilisations. En fait, il s'avère que le gouvernement québécois dépense plus par étudiant, soit, 29 242 \$, que le reste du Canada, qui fournit 28 735 \$, (voir le tableau qui suit).

De plus en plus, la communauté universitaire dénonce moins le sous-financement que le mal-financement. En effet, il nous faut questionner les priorités du gouvernement québécois, qui favorise les fonds dédiés à la recherche subventionnée et aux immobilisations au détriment du fonds de fonctionnement. Il faut aussi surveiller les priorités de certains recteurs qui ponctionnent ce fonds déjà moins bien doté, pour investir davantage dans la recherche subventionnée et les immobilisations.

Bref, il faut réitérer notre demande d'un financement public pour le fonctionnement de base de l'université. Ainsi, un financement public adéquat permettrait de mieux financer les missions fondamentales de l'université et de favoriser l'atteinte d'un meilleur équilibre entre l'enseignement et la recherche. ■

Dépenses globales des universités par étudiant

écart entre le Québec et le reste du Canada, 2008-2009

	Québec	Reste du Canada	Écart par étudiant
Fonctionnement	18 162	19 931	-1 769
Recherche subventionnée	7 878	6 225	1 653
Immobilisations	3 202	2 579	623
	29 242	28 735	507

Source: Rencontres des partenaires en éducation, Document d'appui à la réflexion, Décembre 2010, page 23

PHOTO: NORMAND BLOUIN

Enfin la victoire!

L'AGSEM, qui représentait déjà les auxiliaires d'enseignement (depuis 1993) et les surveillants d'examen (depuis 2010), est désormais accréditée par la Commission des relations du travail le 30 août 2011 pour représenter « tous les chargés de cours et instructeurs ».



Richard Hink
Vice-président de l'AGSEM

Les chargées et chargés de cours retournant à l'Université McGill en septembre ont trouvé de nouveaux étudiants et... un nouveau syndicat! En effet, le 30 août, la Commission des relations du travail (CRT) a accrédité le syndicat préexistant des auxiliaires d'enseignement et des surveillants d'examen, l'Association des étudiantes et étudiants diplômé-e-s

employé-e-s de McGill (AGSEM-McGill's Teaching Union), comme représentant de tous les chargés de cours et instructeurs au sein d'une nouvelle unité de négociation.

Le syndicat avait déposé une requête en accréditation en avril 2011 à l'issue d'une campagne d'une durée de plus d'un an. La volonté de syndiquer les chargés de cours découle de la grève des auxiliaires d'enseignement en 2008, alors que l'université avait congédié plusieurs chargés de cours et autres catégories de salariés qui travaillaient aussi dans l'unité en grève. Les chargés de cours ont décidé à ce moment-là que la protection de leurs droits pour un syndicat était nécessaire pour défendre leurs emplois.

Après les conférences préparatoires avec la partie patronale au début de l'été, le syndicat a anticipé une longue bataille légale. Il y avait un désaccord substan-

tiel quant à la composition de l'unité de négociation et l'université a signalé son intention de contester les exclusions de l'unité prévues par le syndicat. Par la suite, le syndicat a soumis une liste de centaines de personnes que l'université avait « mal identifiées » comme chargés de cours. Étonnamment, l'université a admis son erreur et retiré la moitié des noms contestés. Après la correction de cette erreur, la CRT a confirmé que le syndicat avait obtenu l'adhésion de plus de 50% des chargés de cours, et ce, même en acceptant la définition très large proposée par l'employeur! La majorité des chargés de cours a clairement choisi de se syndiquer avec la FNEEQ-CSN.

Depuis ce jour, le syndicat travaille fort à l'intégration de la nouvelle unité au sein d'AGSEM. À la première assemblée générale de l'unité tenue le 28 septembre, les chargés de cours ont approuvé des règlements provisoires et ont commencé



PHOTOS : AGSEM

AGSEM-AEEDM participe activement à CGEU 2011

Annick Lavogiez

Membre du comité de négociation
de la convention collective AAEDM-AGSEM

le processus d'élection des membres du comité exécutif et du comité de négociation.

Avec un contrat des quelques lignes qui n'offre presque aucune protection ni bénéfice, les chargés de cours de l'Université McGill demeurent les moins payés et les moins protégés du Québec. Ils arriveront à la table de négociation cet hiver avec la détermination d'obtenir une convention offrant le même niveau de protection que celui des chargés de cours des autres universités québécoises. ■



Du 11 au 14 septembre 2011, Sheldon Brandt, vice-président externe, et moi-même, membre du comité de négociation de la convention collective, avons assisté à la *Coalition of Graduate Employee Unions*, à la New York University. Ces quatre journées nous ont permis de réfléchir sur différents problèmes auxquels nous faisons face, de trouver certaines solutions et de préparer des projets afin de rendre nos actions et notre équipe syndicale plus efficaces.

Les différents ateliers nous ont permis de créer des liens avec les membres des syndicats nord-américains, et plus particulièrement avec les collègues canadiens, avec lesquels nous avons notamment beaucoup discuté de stratégies de communication afin de créer une plus forte solidarité entre les syndicats, de favoriser les actions collectives et de montrer un front uni face à nos employeurs respectifs.

Les expériences des grèves des étudiants à Puerto Rico et dans le Wisconsin nous ont permis de comprendre à quel point il est essentiel de communiquer entre syndicats afin de s'inspirer de certaines actions tout en apprenant de nos erreurs pour ne pas les répéter. Ce besoin de maintenir un contact plus constant entre les différents syndicats s'avère par ailleurs un atout non négligeable dans une perspective internationale, puisque de plus en plus d'universités tentent de créer des campus à l'échelle mondiale, comme le montrent les projets de Yale à Singapour et de New York University à Abudabi. De tels projets nécessitent une plus forte coalition entre syndicats et étudiants, aujourd'hui en Amérique du Nord, demain, peut-être, à l'international.

De plus, les ateliers tels que "Using Media/Film" et "Strategic research" nous ont incité à réfléchir sur notre utilisation des différents médias tels que notre site Internet ou Facebook. Notre fonctionnement gagnera de ces discussions où l'accent a été mis sur la nécessité d'avoir un site Internet facile à utiliser pour ses créateurs et ses administrateurs (les membres du comité exécutif), qu'il soit le principal moyen de communication avec les membres, mais non le seul. En outre, la manière de chercher des informations sur notre employeur de manière légale et efficace, nous servira lors du présent cycle de négociation avec l'Université McGill.

Plusieurs ateliers ont eu pour conclusion l'importance de faire appel à davantage de militants pour éviter la surcharge de travail pour les membres du comité exécutif, ce qui semble particulièrement s'appliquer à notre syndicat en ces temps d'expansion. Divers conseils nous ont été donnés quant à la manière de les inclure dans différents sous-comités afin, non seulement d'être plus efficace au quotidien, mais aussi de former les leaders de l'AEEDM de demain.

Si à certains moments de la conférence, les ateliers ont semblé concerner davantage les problèmes des universités états-uniennes, cette conférence a été d'une grande utilité pour l'AEEDM, tant pour les informations récoltées que pour les contacts créés. Nous avons remarqué que dans l'imaginaire collectif syndicaliste états-unien, les syndicats étudiants canadiens entretiennent de bons rapports avec leurs employeurs. Nous avons pris bien soin de rappeler que nous aussi faisons face à de nombreuses difficultés et que nous avons besoin de leur attention et de leur appui dans nos batailles. ■

Du pain sur la planche !

Les syndicats qui composent le regroupement cégep ont la chance de pouvoir compter sur une équipe de militantes et de militants élus et de conseillères et de conseillers syndicaux qui abattent une besogne colossale. Heureusement qu'il en est ainsi, car l'année scolaire 2011-2012 a démarré sur les chapeaux de roues et les dossiers ne manquent pas sur la table de travail ! Voici un aperçu de ces derniers...



PHOTO: NATHIE

Yves de Repentigny

Délégué à la coordination du regroupement cégep

François Legault et l'avenir des cégeps

Lors d'un rassemblement tenu à Longueuil durant la dernière semaine de septembre à l'occasion de la tournée de la Coalition pour l'avenir du Québec, son porte-parole, l'ex-ministre péquiste de l'éducation François Legault, a déclaré que, selon lui, il faudrait abolir les cégeps et les remplacer par un secondaire 6 ainsi que par une année supplémentaire de baccalauréat, car ils constituent « une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher ». La FNEEQ, à l'instar de nombreux autres acteurs du milieu collégial, a rapidement publié un communiqué de presse (disponible sur la page d'accueil du site Internet de la fédération) pour dénoncer les propos ineptes, méprisants et empreints de préjugés de M. Legault.

Négociation de la convention collective : l'heure du bilan

Lors de la réunion du regroupement des 8 et 9 septembre dernier, à laquelle environ 150 personnes ont participé, le comité du bilan de la négociation a, en présence

du nouveau vice-président de la CSN responsable du secteur public, Jacques Létourneau, et d'autres représentantes et représentants du comité de coordination des secteurs public et parapublic (CCSPP)¹, présenté son rapport aux délégué-es, qui en ont adopté les recommandations avec quelques modifications. Réaffirmant l'importance d'un Front commun fort au moment des négociations des conventions collectives des secteurs public et parapublic, le bilan proposait de renforcer celui-ci par une meilleure concertation politique entre les organisations membres, entre autres sur les plans de la mobilisation, de la stratégie de communication et de la synchronisation des tables sectorielles entre elles ainsi qu'avec la table centrale. De plus, le regroupement invite les membres du Front commun à travailler à long terme sur le dossier des augmentations salariales.

Des programmes d'études analysés et d'autres attaqués

La direction générale de la formation professionnelle et technique (DGFPT) du MELS a annoncé, l'an dernier, un « Plan d'optimisation des programmes d'études professionnelles et techniques » visant une meilleure « adaptation de la formation à l'évolution des secteurs d'activité économique et des besoins régionaux ». Pour atteindre cet objectif, la DGFPT propose une analyse de programmes ciblés apparentés afin de dégager des « programmes génériques favorisant une plus grande polyvalence des titulaires de diplômes [...] ». Autrement dit, on remplacerait plusieurs programmes comportant des compétences similaires par un programme générique menant aux mêmes emplois.

Inquiet de cette opération qui pourrait avoir des conséquences importantes sur la qualité de la formation et sur les emplois, le regroupement cégep a invité tous ses syndicats à convier les enseignantes et les enseignants des programmes concernés à exiger de leur direction d'être formellement consultés. Le résultat des consultations pour chaque programme sera transmis à la coordination du regroupement cégep qui verra à transmettre les informations à la personne siégeant sur le Comité national des programmes d'études de la formation professionnelle et technique (CNPEPT) qui est le lieu officiel de consultation, en ce qui nous concerne.

Inquiète de voir se développer des travaux parallèles à ceux qui avaient été convenus au cours de la dernière négociation quant aux programmes à faible effectif (petites cohortes), la FNEEQ a obtenu comme clarification que c'est le secteur de l'enseignement supérieur du ministère et non pas la DGFPT qui gère le dossier des petites cohortes. D'ailleurs, des personnes de la DGFPT participeront, comme invitées, au comité conventionné.

AUTRES DOSSIERS

Persévérance scolaire en formation technique

Au cours du forum sur l'adéquation entre la formation et les besoins de main-d'œuvre qui a eu lieu en juin, les participantes et les participants se sont penchés sur les idées lancées lors des rencontres régionales qui l'ont précédé, ce qui a finalement résulté en la définition de 13 pistes d'action. L'une d'entre elles concernait la création d'un groupe de travail sur la persévérance en formation technique. Le



PHOTO: FRANCE DESAULNIERS

MELS a invité la FNEEQ à en faire partie; Micheline Thibodeau, 2^e vice-présidente de la fédération, y représentera celle-ci. Le comité a commencé ses travaux en octobre et devrait déposer son rapport en mars.

Relativité salariale

Concernant ce dossier, les travaux de relativité ont repris. C'est une bonne nouvelle. Le travail se fait en intersyndicale, soit la FTQ, la CSQ, l'APTS, la FIQ et la CSN. Pour l'instant, les travaux portent sur l'identification des catégories sans prédominance et sur le mode d'administration des enquêtes pour ces catégories. Dans le cas des enseignantes et des enseignants de cégep, les enquê-

tes ont été réalisées en 2001, de plus le document *Enseigner au collégial... Portrait de la profession* complètera le portrait qui se dégage des enquêtes.

Étudiants ayant des besoins particuliers

Les travaux ont débuté avec la partie patronale concernant l'impact des adaptations requises pour intégrer les étudiants ayant des troubles d'apprentissage, de santé mentale et de déficit d'attention avec ou sans hyperactivité dans les collèges. Bien que les troubles soient bien documentés, il reste que l'impact sur notre travail ne l'est pas. Le comité paritaire réfléchit à la meilleure façon de recueillir l'information.

Concernant ce dossier, à l'initiative de la FNEEQ, une large coalition regroupant toutes les organisations syndicales du collégial ainsi que les associations étudiantes a tenu sa première réunion le 17 octobre. Cette fois, la coalition s'est donné comme objectif la meilleure intégration de ces étudiantes et de ces étudiants dans le réseau collégial. Une des revendications sera sûrement un meilleur financement des services adaptés, dans la mesure où le ministère injecte un maigre 4M\$ dans un contexte de coupes budgétaires importantes. ■

¹ Instance regroupant des représentantes et des représentants des fédérations de la CSN qui ont des membres dans les secteurs public et parapublic.



Des rabais exclusifs : c'est réglé.









Profitez de 10 % de rabais additionnels sur vos assurances automobile, habitation et véhicules récréatifs.

Obtenez une soumission : 1 800 322-9226 • lacapitale.com



CONCOURS



Demandez une soumission et courrez la chance de gagner un voyage d'une valeur de 7 500 \$
Détails et règlement sur lacapitale.com/concoursgrupee



Cabinet en assurance de dommages

Une fin d'année mouvementée

Le printemps dernier fut riche en signatures de conventions collectives. En effet, Le Collège Esther-Blondin, le Séminaire de Chicoutimi, le Centre d'intégration scolaire (CIS) et le Collège Jean-de-Brébeuf secondaire ont tous signé un renouvellement de convention collective. Les techniciennes en travaux pratiques du Collège Regina Assumpta, quant à elles, en ont signées une toute première.



PHOTO : FNECO

Alexandre Coudé

Délégué à la coordination du regroupement privé par intérim

Au Collège Esther-Blondin, après une longue et difficile négociation, les membres ont voté sur une entente de principe en juin dernier. Voici une liste des principaux gains : augmentation des libérations syndicales, abolition de certaines surveillances dans la tâche complémentaire, simplification du calcul des congés de maladie et abolition de la limite de deux (2) journées personnelles dans la banque de congés de maladie. À cela s'ajoute une mise à jour des nouvelles règles du RQAP et la possibilité de prendre un congé sans solde pour responsabilités familiales.

Au Collège Brébeuf secteur secondaire, les négociations furent également longues et ardues. Le syndicat des enseignants a réussi tout de même à contrer une demande de l'employeur d'augmenter la tâche. Au cours de ces négociations, les parties se sont également entendues pour mieux soutenir les nouveaux enseignants en reconnaissant le mentorat dans la tâche. Quant aux autres améliorations, il est important de noter la mise à niveau des droits parentaux et des congés familiaux selon les standards du

public, la reconnaissance pour le président du syndicat de deux périodes d'encadrement en libération syndicale par semaine dont le coût est assumé à parts égales par le Collège et le syndicat, une période par semaine accordée à un enseignant pour assumer le mentorat d'un nouveau professeur et la reconnaissance d'un nombre maximum de 11 journées pédagogiques avec présence obligatoire des enseignants au Collège sur un total de 20 journées.

Le Séminaire voit dans cette convention collective une actualisation des congés sociaux, une augmentation du fond de sécurité, l'incorporation du principe de médiation lors de griefs, la création d'un article sur les congés à traitement différé (6 mois/1 an), la prolongation du lien d'emploi des personnes mises en disponibilité ou mise à pied de 3 à 5 ans et surtout le retour au plein salaire après deux années de compression salariale. Pour le personnel non ensei-



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

Le 27 juin 2011, c'était au tour des enseignants et du personnel non enseignant du Séminaire de Chicoutimi de signer leur contrat de travail. Pour le personnel non enseignant, c'était une première convention collective. Il est important de rappeler que ces négociations sont le résultat d'une fusion entre le Séminaire de Chicoutimi et le Lycée du Saguenay. Pour les enseignants, le but du syndicat était de conserver le meilleur des deux conven-

gnant, cette nouvelle convention consolide les meilleures conditions de travail qui existaient dans les deux écoles. Les gains importants sont la création d'un fonds de sécurité, l'obtention de montants forfaitaires lors de la mise à pied ainsi qu'une standardisation au niveau des vacances. La convention collective du personnel non enseignant est d'une durée de 3 ans et celle des enseignants d'une durée de 5 ans.

Le Centre d'intégration scolaire a lui aussi signé une nouvelle entente à la fin de l'année scolaire. Rappelons que le Centre d'intégration scolaire reçoit, pour fins de récupération académique et de rééducation sociale et affective, des garçons et des filles âgés de 8 à 16 ans ayant des troubles de comportement à l'école. La nouvelle convention prévoit pour les enseignants une révision des congés parentaux (article de la convention des cégeps), des congés familiaux (ajustement avec la loi des normes du travail) et l'intégration de deux enseignants sur place responsables de la pédagogie et de l'orthopédagogie au lieu d'embaucher des ressources externes. Au niveau de l'évaluation, le Centre d'intégration scolaire y va d'une nouveauté. Le syndicat et l'employeur prévoient un principe d'évaluation confidentiel, formatif et non pénalisant. Les grandes lignes de l'évaluation seront établies conjointement en CRT. La nouvelle convention prévoit également une mise à jour des titres d'emploi.

Pour les techniciennes en travaux pratiques du Collège Regina Assumpta, c'était une première convention collective. Les enjeux étaient nombreux. Par



PHOTO : FNEEQ

ce nouveau contrat de travail, les techniciennes voient leurs heures de travail régularisées. Les semaines de travail varient maintenant entre 35 heures et 40 heures et le calendrier de travail permet maintenant d'avoir le nombre d'heures requis pour être à temps plein, soit 1820 heures par an. Les principaux

autres gains sont les suivants : accumulation de l'ancienneté durant tout congé prévu à la convention collective, la durée et les indemnités de vacances sont augmentées et l'échelle salariale révisée. Félicitations aux syndicats pour ces signatures et pour leur excellent travail. ■

Suivi des demandes communes

Comme annoncé en mai 2011 dans le Carnet du privé, le regroupement privé poursuit son travail sur les demandes communes. Lors de la réunion du regroupement privé d'avril 2011, une résolution a été proposée et adoptée sur les droits parentaux. Cette résolution stipulait :

« Que les membres du regroupement privé mandatent la coordination de poursuivre les objectifs communs de négociation sur les droits parentaux, d'en faire le suivi et d'en dresser le bilan :

- durée du congé de maternité d'au moins 20 semaines;
- report de toutes les semaines de vacances après le congé de maternité ou leur paiement;
- congé de paternité et d'adoption de 5 semaines à 100 %;
- obtention du même traitement peu importe la date de l'accouchement. »

En juin dernier, la coordination du regroupement privé rencontrait messieurs Paul Boisvenu et Guy Forgues, directeurs généraux de la FEEP (Fédération des établissements d'enseignement privés) et de l'ACPQ (Association des collèges privés du Québec) au sujet des demandes communes et des droits parentaux.

Les associations ont démontré une certaine ouverture et ont apprécié être mis au parfum de ces demandes communes et d'avoir pu être en contact avec la FNEEQ. Ils ont réaffirmé l'importance de l'autonomie de leur membre.

Une bonne partie du travail du regroupement en 2011-2012 sera de faire le suivi. Par ailleurs, le regroupement s'attaquera au dossier des différents congés sociaux afin de préparer une demande commune à ce sujet. Enfin, on préparera le bilan de la question des droits parentaux dans les différentes négociations.

La solidarité en action

Mon voyage au Kenya cet été a été une expérience extraordinaire, et ce, tant au niveau professionnel que personnel. J'ai rencontré des gens merveilleux et découvert un pays à couper le souffle, j'ai vu des contrastes superbes, j'ai été témoin de vues et de sons incroyables, j'ai écouté, appris, partagé et réfléchi, et j'ai renouvelé la conviction acquise au cours d'expériences de collaboration avec des enseignants au Sénégal, que nous pouvons tous contribuer, par des petits gestes, à changer le monde.

Maureen Hillman

Enseignante retraitée, Sherbrooke

En cette troisième année du projet à Laikipia, treize enseignants kenyans ont travaillé avec une équipe de sept Canadiens afin d'organiser et de préparer une conférence d'une semaine sur les méthodologies centrées sur l'élève pour une soixantaine d'enseignants locaux. Ils ont donné des ateliers sur l'apprentissage collaboratif, la recherche, l'apprentissage par projet et la réflexion. En outre, ils ont dû composer avec l'organisation logistique de la conférence et ont commencé à travailler sur l'évaluation du programme. Au cours de l'année qui vient, des regroupements régionaux vont se réunir afin de créer des occasions de développement professionnel et de tendre la main à d'autres enseignants dans leurs écoles. L'année prochaine, les enseignants-facilitateurs, en collaboration avec les Canadiens, formeront de nouveaux animateurs pour animer des ateliers lors de la conférence. Je crois que l'accent mis sur l'autonomie des enseignants à s'approprier leur propre développement professionnel est la réelle valeur à long terme du travail d'*Education Beyond Borders (EBB)*.

Ce fut une expérience d'apprentissage incroyable que de travailler avec des collègues du Kenya et de partout au Canada. J'ai été fascinée de voir à quel point des gens avec des personnalités différentes, d'âges et de milieux pouvaient travailler ensemble, s'entendre si bien et avoir du plaisir en partageant un objectif commun! Ce sens de l'engagement a été remarquable: les enseignants-facilitateurs kenyans ont consacré deux



PHOTO: EDUCATION BEYOND BORDERS

semaines de leurs vacances à la préparation et à la tenue d'ateliers, tandis que les enseignants locaux ont assisté à la conférence de cinq jours, voyageant de loin dans de nombreux cas, matin et soir, ou étant hébergés dans des dortoirs d'élèves. C'était également le temps des vacances pour la plupart des enseignants canadiens. Un bon esprit d'équipe est vite apparu et nous sommes tous revenus avec de nouvelles amitiés.

J'ai été frappée par le niveau d'engagement des élèves que nous avons rencontrés lors de visites d'écoles ou que nous croisons quotidiennement à l'école Loise où la conférence était organisée. Ils nous ont parlé de leurs grands rêves et de leurs ambitions pour l'avenir. Ils ont démontré leur curiosité à notre égard et au sujet du monde qui les entourent. Plusieurs adolescents ont expliqué qu'ils prendraient part à la «scolarité» de vacances – des études guidées pour prépa-

rer les examens nationaux qui ont lieu en novembre. Les filles étudiaient, souvent sans surveillance, prenaient soin du jardin de l'école, préparaient leurs propres repas, faisaient la lessive, épongeaient le plancher après une pluie torrentielle, et adoraient discuter avec chacun d'entre nous ou partager une soirée cinéma! Une des images impérissables gravée dans ma mémoire est celle d'un petit garçon nous faisant la lecture clairement en anglais après seulement quelques mois à l'école. Il se tenait debout sur le sol en terre rougeâtre, dans une classe surpeuplée, où les bancs et les livres sont partagés, où la lumière jaillit à travers les fissures entre les planches de bois et un vent frais souffle à travers les fenêtres partiellement volets sans vitre. Si le développement professionnel continu des enseignants peut contribuer à la réussite de ces filles et de ces garçons, et à l'espoir d'un avenir meilleur, alors le travail d'EBB vaut réellement la peine.

Les contrastes entre les bâtiments scolaires et les ressources d'une part, et les ambitions des élèves et leurs espoirs d'autre part, sont élevés; l'écart entre la beauté de ce pays et la pauvreté déchirante et la souffrance dont nous avons également été témoins aussi. Le contraste entre l'atmosphère de confiance et d'amitié sincère avec lequel nous avons été constamment accueillis et les préoccupations de sécurité occasionnelles ou les références des médias à la corruption étaient frappants.

Mais, nonobstant les nombreux problèmes et les enjeux auxquels nos pays font face (et les récentes émeutes au Royaume-Uni, ma terre natale, démontrent qu'ils sont nombreux), l'endroit que nous, Canadiens, avons découvert cet été demeure un pays d'une beauté exquise – des escarpements abrupts plongeant à la Vallée du Rift, les prairies sans fin, des collines escarpées et une faune étonnante. Chaque jour, lors de

l'inscription, nous avons vu les sommets enneigés, les contours flous du mont Kenya majestueux au loin, baigné dans la lumière du petit matin doux. Une fin de semaine, au cours d'une promenade, nous avons déambulé tranquillement, en file indienne, en écoutant les sifflements de la brise dans les arbres épineux, et avons aperçu des gazelles et des zèbres dans les vastes étendues de terre ouverte qui s'étendaient jusqu'aux collines lointaines. Alors que le crépuscule tombe, les nuages assombrissaient l'horizon et les derniers rayons de soleil filtraient, transformant les acacias en silhouettes obscures.

Au-delà de la beauté des paysages et des éléphants, girafes, rhinocéros noirs et impalas qui habitent la région, c'est la beauté des gens que nous avons rencontrés à Laikipia dont je me souviendrai: les merveilleux larges sourires et les expressions enjouées en swahili qui nous accueillait chaque matin, les

poignées de main vigoureuses, les commentaires agréables, l'appréciation et les encouragements constants, les rires partagés, ainsi que les danses, les photos, les citations, les prières, les chants et les poèmes

La conviction, le dynamisme et l'engagement des enseignants, tant kenyans que canadiens, avec qui j'ai eu le privilège de travailler augure bien pour l'avenir. Que plusieurs d'entre eux aient été de jeunes enseignants aura été une joie particulière pour moi - comme je les regardais travailler, de partager et de construire cet été, j'ai senti que notre monde était en de bonnes mains. ■

« Seuls, nous pouvons faire si peu; ensemble, nous pouvons faire beaucoup » Helen Keller

En savoir plus :
www.educationbeyondborders.org/

LES FNEEQUERIES

Tournée pré-congrès

Le 30^e congrès de la FNEEQ aura lieu à Granby, du 29 mai au 1^{er} juin 2012. Le comité de coordination de la FNEEQ tient énormément à ce que cet important événement de la vie fédérale soit à l'image des syndicats et de leurs membres. Nous aimerions entendre les membres des syndicats nous faire part directement de leurs réflexions concernant, entre autres, l'avenir du syndicalisme, les grands enjeux qui interpellent le monde de l'éducation et le renouvellement syndical. Ces thèmes ne sont pas limitatifs. Tout ce que vous aurez à dire, à débattre ou à discuter nous intéresse au plus haut point, en particulier ce que vous attendez de votre fédération, par exemple sur le plan des services ou des communications.

La tournée pré-congrès, qui est en court, représente pour nous une occasion rare et privilégiée d'échange avec les membres de nos syndicats.

Au plaisir de vous rencontrer !

La FNEEQ toujours présente dans les médias sociaux



Constatant les immenses possibilités qu'offrent les réseaux sociaux, la fédération a pris la décision d'être présente sur Facebook. La page qu'elle y a créée n'a pas pour but de remplacer ses autres outils d'information, mais plutôt d'offrir des nouvelles plus ponctuelles, plus actuelles, d'ici et d'ailleurs. Si vous utilisez déjà Facebook, nous vous invitons à ajouter la page de la FNEEQ à la liste de celles que vous « aimez »; si vous ne le faites pas encore, voilà une bonne occasion de vous y mettre!

www.facebook.com/FneeqCSN



Nous sommes également sur Twitter, que nous apprivoisons à petits pas. Ce medium permet de diffuser rapidement de l'information à caractère ponctuel, en 140 caractères.

www.twitter.com/FneeqCSN

Ma mère
m'a dit
qu'elle ne
pourrait
pas payer
mes études
à l'université.



© iStockphoto

1625 \$ de plus
par année,

**c'est fermer les portes des
universités aux prochaines
générations.**

www.1625canepassepas.ca

**1625 \$ DE HAUSSE,
ÇA NE PASSE PAS!**